

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/M/6

17 janvier 1996

(96-0156)

Comité du commerce et de l'environnement

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 14 DECEMBRE 1995

Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce et de l'environnement s'est réuni le 14 décembre 1995 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Juan Carlos Sánchez Arnau (Argentine). L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/212 a été adopté.
2. Le Président a annoncé que les consultations informelles concernant le projet de règlement intérieur du Comité (WT/CTE/W/13) se poursuivaient.
3. Il a été convenu d'inviter l'Organisation internationale de normalisation (ISO) à participer, sur une base *ad hoc* et en qualité d'observateur, aux réunions formelles et informelles du Comité où seraient examinées des questions relatives au point 3 du programme de travail, pour lesquelles le Comité pourrait tirer profit de la contribution de cette organisation, compte tenu de ses activités directement liées au point en question. Afin d'être mieux en mesure d'examiner les demandes de statut d'observateur formulées par l'Organisation mondiale des douanes et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Comité a invité le Secrétariat à obtenir de ces organisations davantage d'informations sur leur intérêt pour ses travaux.

Calendrier des travaux

4. Le calendrier des prochaines réunions du Comité a été révisé.
5. La prochaine réunion (26-29 février) se déroulera comme suit: les points 1 et 5 seront examinés en séance plénière le 26 février. Une réunion informelle conjointe avec le Comité des obstacles techniques au commerce aura lieu le 27 février. Le Président a accueilli favorablement l'offre du Canada, qui a proposé de présenter son système d'éco-étiquetage au cours de cette réunion et il a invité les autres Membres à suivre l'exemple de ce pays à ce sujet. Le 28 février sera consacré à l'examen des points 3 et 9. Une réunion informelle portant sur les points 1, 3, 5 et 9 aura lieu le 29 février.
6. La réunion suivante se tiendra du 25 au 27 mars et sera consacrée à l'examen des points 6 et 8.
7. Du 20 au 24 mai, le Président procédera à des consultations informelles au sujet des points 2 et 4 ainsi qu'aux fins d'évaluation des progrès réalisés par le Comité et amorcera le processus d'élaboration d'un programme de travail en vue de la conférence ministérielle de Singapour. Une réunion formelle aura ensuite lieu du 28 au 30 mai.
8. En réponse à la demande d'éclaircissements des Etats-Unis, qui souhaitent savoir s'il serait possible de présenter des propositions sur d'autres points au cours de la réunion informelle du 29 février, le Président a dit qu'il faudrait faire preuve de souplesse. En réponse à la question de l'Egypte au sujet de la date à laquelle se tiendrait une réunion informelle concernant le point 7, le Président a déclaré que,

conformément à ce qui avait été convenu à la dernière réunion, toute réunion informelle de ce genre se tiendrait dans la prolongation de la réunion formelle consacrée à l'examen du point en question. Toute demande d'examen d'un point dans le cadre de la réunion informelle serait étudiée avec souplesse.

9. Les délégations de l'Australie et des Communautés européennes ont convenu qu'il était nécessaire de faire preuve de souplesse lors des réunions informelles et ont considéré qu'il incombait aux délégations d'aborder les questions qu'elles jugeaient appropriées. La délégation de l'Egypte, s'exprimant au nom du Groupe africain, s'est réservé le droit d'aborder le point 7 lors d'une réunion informelle en 1996.

Point 4

Dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et prescriptions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce

10. Le représentant de Hong Kong s'est déclaré favorable à l'établissement de points d'information sur l'environnement destinés à compléter les mécanismes actuels de notification de l'OMC ainsi que ceux prévus dans le cadre des AEM, mais a estimé que leur champ d'action devrait être défini. Il était nécessaire d'envisager d'autres mesures que la création de points d'information pour voir si et où il existait des lacunes en matière de transparence. Etant donné l'importance de la transparence pour d'autres points, une base d'information devrait être établie sur toutes les mesures prises à des fins environnementales qui n'étaient pas couvertes pour l'instant par les mécanismes de notification de l'OMC. La liste des lacunes possibles des dispositions relatives à la transparence établie par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international constituait une référence utile (WT/CTE/W/5), mais certaines lacunes mentionnées dans cette liste avaient été comblées par des dispositions de l'OMC en matière de notification (mesures relatives aux subventions, par exemple) et d'autres pouvaient être davantage précisées (mesures relevant de l'article III du GATT, par exemple). Une distinction devait être faite entre les lacunes concernant le champ d'application et les lacunes concernant le respect des obligations; il s'agissait dans le deuxième cas de faire respecter les règles, ce qui était une question générale relevant de l'OMC plutôt qu'une question appelant l'attention du Comité. Une base d'information pourrait s'appliquer aux lacunes du champ d'application concernant les mesures commerciales liées à l'environnement, lacunes qui seraient mises en évidence à l'occasion de l'examen du point 4 en mai 1996. Des mesures parallèles ou à plus brève échéance étaient justifiées au titre des points 1, 3 et 6, là où des lacunes existaient.

11. Hong Kong avait une position souple quant à l'organisation de cette base d'information et n'avait pas l'intention de faire une proposition précise pour l'instant. Cette base pourrait être fondée sur des notifications et prendre la forme d'un catalogue non limitatif qui serait développé graduellement. Il faudrait établir des directives souples au sujet des informations à fournir, parmi lesquelles pourraient figurer la nature, le type et l'intitulé de la mesure; son objet; les produits visés; les dispositions de l'OMC ou des AEM pertinentes; une description du fonctionnement de la mesure; des commentaires sur ses effets commerciaux. Les points d'information fonctionnaient principalement sur une base bilatérale, selon un système de questions et réponses, alors qu'une base d'information permettait d'assurer une transparence multilatérale.

12. Le représentant du Chili a déclaré que la transparence évitait les distorsions des échanges et permettait d'avoir confiance dans le système commercial. Une analyse devait viser à déceler les lacunes du champ d'application des dispositions de l'OMC, notamment pour ce qui était des mesures concernant l'emballage, l'étiquetage, le recyclage et la manutention des déchets.

13. Le représentant de la Suisse a déclaré que les questions que soulevait l'établissement de points d'information sur l'environnement avaient trait au rôle d'un nouveau point d'information et à l'élaboration de mesures administratives. En matière de transparence, il y avait des lacunes possibles pour les mesures relatives à l'éco-étiquetage, à l'emballage et à la manutention des déchets, les mesures intrafédérales et du secteur privé, la fiscalité, les subventions et la réutilisation. La transparence constituait une question

horizontale, liée à celle des obstacles techniques au commerce. La Suisse appuyait la proposition canadienne selon laquelle le Code de pratique annexé à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce devait s'appliquer aux programmes volontaires d'éco-étiquetage. Etant donné qu'il y avait à l'OMC près de 200 modes de notification différents, l'intervenant se demandait comment de nouvelles obligations augmenteraient la transparence. Plus les notifications étaient nombreuses, plus grands étaient les risques que les pays se soustraient aux obligations en la matière. Bien que le rôle des points d'information soit clairement défini dans les Accords OTC et SPS, il restait bon nombre d'incertitudes quant à leur fonctionnement. Les points d'information prévus dans ces deux accords devaient être examinés en tenant compte de la proposition du Canada et dans le but d'éviter le double emploi.

14. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que, compte tenu des prescriptions actuelles de l'OMC en matière de notification, en particulier de l'article X du GATT, il était difficile d'imaginer qu'il existe des lacunes, notamment en ce qui concerne les mesures commerciales relevant du point 1. Comme on l'avait constaté une fois ces prescriptions mises en application, la transparence avait un coût. L'intervenant a demandé si les mesures pour lesquelles il faudrait accroître la transparence devaient être déterminées sur la base de l'objectif de la politique plutôt que de la nature des mesures en question, quel était le coût de leur mise en application et s'il y aurait double emploi avec les points d'information établis dans le cadre des Accords OTC et SPS. Les dispositions de l'OMC en matière de transparence étaient fondées, sauf exceptions, sur le type de mesure et non pas sur l'objectif de la politique. Etant donné que les répercussions commerciales d'une taxe environnementale n'étaient pas plus grandes que celles d'une taxe destinée à accroître les recettes fiscales, les Etats-Unis estimaient qu'il n'y avait pas lieu d'assujettir les mesures environnementales à une transparence particulière. L'intervenant a déclaré que la création de points d'information au titre des Accords OTC et SPS avait nécessité un important engagement de ressources. Alors que, dans ces accords, les fonctions précises des points d'information étaient établies sur la base des obligations de fond et que les mesures visées étaient clairement définies, il n'en allait pas de même pour la notion de mesures environnementales. Les Etats-Unis ne pensaient pas que le Comité doive essayer de définir ces mesures et les Membres désireux de créer de nouveaux points d'information devaient préciser leurs intentions. Il ne fallait pas que cela devienne un moyen d'exécuter des projets de recherche sur la façon dont d'autres Membres traitaient les questions d'environnement, car cela constituerait une charge.

15. Le représentant de la Norvège a déclaré que la transparence voulue par l'OMC garantissait le respect des règles, principalement au moyen des procédures de notification; les prescriptions en matière de transparence dans le domaine de l'environnement ne devaient pas être plus onéreuses que celles qui s'appliquaient dans d'autres domaines de l'élaboration des politiques qui avaient une incidence sur le commerce. Jusqu'ici, on s'était avant tout demandé si les règles de l'OMC couvraient de manière adéquate les liens entre le commerce et l'environnement et si ces règles devaient être complétées ou modifiées. Comme un exercice de transparence avait un rapport avec le respect des règles qui existaient déjà, l'intervenant s'est demandé s'il devait être lié à l'établissement de disciplines de fond dans le cadre de l'OMC ou s'il devait, par lui-même, fournir des informations permettant de déterminer s'il fallait établir ou modifier des règles. En mai 1996, les débats sur la transparence devaient viser principalement à établir si des lacunes existaient, et où, et il faudrait analyser, cas par cas, chaque type de mesure. Il convenait de s'intéresser plus particulièrement aux domaines où des lacunes existaient, en se fondant sur les analyses de ce Comité et du Comité des obstacles techniques au commerce concernant les mesures relatives à l'éco-étiquetage, à l'emballage et à la manutention des déchets. Comme les points d'information prévus par les Accords OTC et SPS traitaient en partie des mesures environnementales, ils pourraient être complétés par un code de conduite concernant les programmes volontaires d'éco-étiquetage mis en oeuvre par le secteur privé, similaire au Code de pratique annexé à l'Accord OTC. D'après la Norvège, les mesures relevant de l'article XX devaient être notifiées. L'intervenant a noté que les points d'information sur l'environnement s'occuperaient de l'objet de la mesure et non de sa nature. Il a souscrit à l'observation du représentant de la Suisse selon laquelle il conviendrait de clarifier le rôle des points d'information, en commençant par étudier la liste des lacunes annexée au document WT/CTE/W/5. Les obligations en matière de transparence devaient être liées à des domaines spécifiques, tels que l'éco-étiquetage, étant donné que les obligations actuellement imposées dans le cadre de l'OMC (au titre de l'article X du GATT et du

Mémoire d'accord de 1979 concernant les notifications, les consultations, le règlement des différends et la surveillance) étaient satisfaisantes.

16. Le représentant du Japon a déclaré que l'OMC disposait de vastes mécanismes de notification dans le cadre des Accords OTC et SPS et qu'il fallait identifier les mesures restrictives pour le commerce liées à l'environnement qui n'étaient pas encore visées. Le recours à des mesures environnementales telles que les prescriptions en matière d'éco-étiquetage, d'emballage ou de recyclage devait être fondé sur des critères équitables, raisonnables et ayant une base scientifique. Le Japon était préoccupé par le fait que l'OMC n'était pas compétente pour traiter des programmes volontaires. Malgré les difficultés que soulevait l'uniformisation des normes d'éco-étiquetage, qui reflétaient les vues des pouvoirs publics et des entités privées sur le commerce et l'environnement, le Comité devait poursuivre leur harmonisation autant que possible, tout en veillant à ce que les mesures d'éco-étiquetage et autres mesures environnementales ne soient pas contraires au traitement national et au principe NPF et ne servent pas non plus à masquer le protectionnisme. La création de points d'informations sur l'environnement au sein d'un organisme public ou désigné par le gouvernement, sur la base du modèle unifié prévu dans les Accords OTC et SPS, pouvait permettre aux pays importateurs d'obtenir des renseignements sur les programmes d'éco-étiquetage, y compris les programmes volontaires privés ou non gouvernementaux. A cet égard, le Japon encourageait la coopération et les échanges d'informations en cours entre les organismes chargés de mettre l'éco-étiquetage en application.

17. Le représentant des Communautés européennes s'est référé à la proposition faite par sa délégation en avril 1995, prévoyant une approche au cas par cas pour examiner les mesures environnementales relevant des points 1 et 3. Il s'agissait là d'une vaste tâche, qui ne donnerait peut-être pas de résultats concrets pour décembre 1996. Afin d'accroître l'efficacité de la collaboration avec d'autres organes de l'OMC, il conviendrait d'intégrer les résultats obtenus par le Groupe de travail des procédures de notification et de communiquer à ce Groupe les résultats des débats du Comité sur cette question. A propos du point 1, la question était de savoir si les mesures commerciales liées aux AEM devaient être notifiées à l'OMC, ce qui pouvait faire double emploi avec les mécanismes de notification prévus par ces accords. Toutefois, les notifications présentées dans le cadre des AEM ne parvenaient pas toujours aux pays qui n'étaient pas parties à ces accords. Le Comité devait déterminer si ces mesures étaient déjà visées par les dispositions de l'OMC relatives à la transparence. Toute mesure commerciale de ce type qui n'était pas visée par les dispositions de l'OMC relatives à la transparence devait au minimum faire l'objet d'une publication et d'une notification *ex post* au titre de l'article X du GATT et du Mémoire d'accord de 1979. Compte tenu de la large formulation de ces deux mécanismes, toutes les mesures couvertes par des accords commerciaux, y compris les interdictions d'importer et les restrictions quantitatives, devaient être visées. En clarifiant les dispositions des accords multilatéraux relatives à la transparence, les travaux du Groupe de travail des procédures de notification devaient permettre au Comité de mieux évaluer la mise en oeuvre des dispositions multilatérales en matière de transparence et de déterminer si les mesures environnementales étaient suffisamment couvertes.

18. L'intervenant a rappelé la déclaration faite par sa délégation à la réunion d'octobre 1995, indiquant que les programmes d'éco-étiquetage n'étaient qu'en partie couverts par l'Accord OTC, dans la mesure où les critères qui s'appliquaient aux procédés et méthodes de production (PMP) n'avaient aucune incidence sur les caractéristiques du produit et n'étaient donc pas visés par cet accord. Comme cela n'était pas suffisant pour permettre une solution satisfaisante, deux options avaient été suggérées: i) applicabilité totale de l'Accord OTC à l'éco-étiquetage; ou ii) établissement d'un instrument spécifique pour l'éco-étiquetage, du type du Code de pratique de l'Accord OTC. Avant de poursuivre les débats, il fallait examiner les résultats de la réunion informelle tenue conjointement avec le Comité OTC. La transparence des taxes et impositions environnementales était une question de fond et il n'était pas justifié de traiter ces taxes différemment des autres types de taxes. De plus, certaines taxes étaient souvent liées à plusieurs objectifs en même temps. Par ailleurs, les mesures relatives à l'emballage, aux systèmes de consigne et à la manutention des déchets n'avaient pas encore fait l'objet d'une analyse approfondie permettant d'évaluer leur incidence sur le commerce et de déterminer si elles étaient couvertes par l'Accord OTC ou d'autres dispositions de l'OMC. Le Secrétariat pourrait réaliser une étude portant, entre autres, sur les mesures

relatives aux systèmes de consigne et au recyclage. Au lieu de créer des points d'information sur l'environnement, on pourrait aussi élargir la compétence des points d'information prévus par les Accords OTC et SPS. Etant donné le caractère horizontal des mesures environnementales et l'imprécision de la définition du terme *environnement*, le risque de juxtaposition de la compétence des points d'information et de confusion de la part des usagers devait être pris en considération. L'éventuel élargissement de la compétence des points d'information existants ne devait pas se traduire par une extension du champ d'application à d'autres dispositions des Accords OTC et SPS.

19. Le représentant de la Malaisie, s'exprimant au nom de l'ANASE, a déclaré que le Comité devait prendre en considération la liste des lacunes possibles en matière de transparence (WT/CTE/W/5) pour pouvoir progresser. A cet égard, l'ANASE accueillait favorablement les suggestions de Hong Kong, car la transparence contribuait à assurer une meilleure compréhension de la question et permettait d'évaluer le respect des obligations. A propos de l'observation des Etats-Unis sur les coûts, il fallait utiliser les ressources existantes, car il serait difficile de mettre en place des dispositifs entraînant des charges administratives ou des dépenses supplémentaires. Un mécanisme assurant la transparence était nécessaire et des points d'information sur l'environnement, opérant selon des directives clairement établies, accroîtraient la transparence et complèteraient les mécanismes de notification de l'OMC existants.

20. Le représentant de l'Inde a déclaré que la suggestion de Hong Kong devait être examinée en détail, car elle visait à accroître la transparence des mesures commerciales liées à l'environnement et des mesures environnementales liées au commerce qui avaient des effets notables sur les échanges. Etant donné que la liste des lacunes possibles des dispositions concernant la transparence (WT/CTE/W/5) ne tenait pas compte de l'achèvement du Cycle d'Uruguay et des progrès accomplis au sein du Comité OTC, le temps était venu de poursuivre les travaux sur cette base et, avec l'aide du Secrétariat, de faire le point pour voir comment ces lacunes avaient été traitées. La transparence était liée aux points 1 et 3 b). L'Inde estimait que, si des progrès étaient accomplis quant à l'établissement et au fonctionnement des points d'information sur l'environnement, les exportateurs des pays en développement pourraient mieux répondre aux prescriptions en matière de transparence concernant les mesures commerciales incluses dans les AEM et aux prescriptions environnementales concernant les produits, y compris les normes et règlements techniques et les mesures relatives à l'emballage, à l'étiquetage et au recyclage. L'Inde considérait qu'il fallait accroître la transparence et renforcer les disciplines dans ce domaine.

21. Le représentant du Canada a rappelé que la délégation de son pays avait déclaré, à la réunion d'avril 1995, que l'éco-étiquetage était couvert par l'Accord OTC.

22. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit qu'un examen ciblé permettrait de prendre une décision sur les lacunes qui existaient en matière de transparence et sur la mesure dans laquelle l'établissement de points d'information sur l'environnement contribuerait à y remédier. Il s'est rallié à la suggestion selon laquelle la liste des lacunes possibles recensées par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international devait être revue, maintenant que les procédures de notification établies lors du Cycle d'Uruguay étaient en place, et qu'il convenait d'axer les travaux sur cette question.

23. Le représentant de la Corée a déclaré que les dispositions actuelles de l'OMC n'étaient pas suffisamment transparentes en ce qui concernait les mesures commerciales liées à l'environnement. Il a souscrit à la déclaration de Hong Kong et a noté l'importance de la transparence pour les points 1, 3 et 6. Il a signalé que l'article 2.10 de l'Accord OTC permettait d'émettre des obligations énoncées à l'article 2.9 en cas de problèmes urgents ayant trait, entre autres choses, à la santé ou à la protection de l'environnement. La Corée estimait que les dispositions en matière de transparence étaient compromises par l'article 2.10, qui ne contenait pas de dispositions appropriées pour une transparence *ex ante*. Le champ des règlements techniques soumis à notification devait aussi inclure toute mesure qui avait des effets potentiels sur le commerce. Les critères de l'article 2.9 concernant ce qui constituait des *effets notables sur le commerce* découlant des règlements techniques pouvaient faire l'objet d'interprétations arbitraires et devaient être examinés. Les prescriptions environnementales relatives aux produits, par exemple en matière d'emballage

et d'étiquetage, pouvaient constituer des obstacles directs ou indirects pour les pays exportateurs dotés de normes moins astreignantes en matière de protection de l'environnement. On pourrait donc envisager un nouveau mécanisme, par exemple un *système de préavis*, pour la notification préalable des nouvelles mesures commerciales liées à l'environnement, qui permettrait aux Membres d'engager les consultations nécessaires. Au cours des débats qui devaient avoir lieu avec le Comité OTC en février 1996, il faudrait examiner les prescriptions environnementales ayant des effets notables sur le commerce qui étaient appliquées par des organismes locaux ou non gouvernementaux et des institutions du gouvernement central et dont la notification à l'OMC n'était pas obligatoire; la Corée estimait que ces mesures devaient être notifiées, au moins sur une base volontaire, car elles constituaient des obstacles au commerce.

24. Le représentant du Brésil a rappelé que la délégation de son pays avait proposé de mettre en place des points d'information sur l'environnement qui fourniraient des renseignements sur les mesures commerciales liées à l'environnement et les mesures environnementales liées au commerce, y compris celles qui n'étaient pas soumises aux prescriptions de l'OMC en matière de notification. Ces points d'information sur l'environnement devaient aller plus loin que les points d'information prévus par les Accords OTC et SPS dans la fourniture de renseignements sur les mesures environnementales telles que les taxes environnementales et les mesures relatives à la manutention des déchets. Compte tenu des problèmes de respect des obligations, il faudrait aussi inclure des renseignements sur les mesures notifiées, comme les contingents, les régimes de licences ou les interdictions. Bien que les taxes environnementales n'établissent en principe aucune discrimination entre producteurs nationaux et producteurs étrangers, les exemptions et les différences de niveaux d'imposition pouvaient pénaliser des produits importés similaires, établir une discrimination injustifiable entre fournisseurs étrangers et, en l'absence de critères fondés sur des considérations scientifiques et reconnus au plan international, répondre à un objectif protectionniste ou viser à résoudre des problèmes d'environnement au plan national. Un point d'information devait aussi informer les exportateurs des avantages des mesures environnementales, en donnant par exemple des renseignements sur les incitations gouvernementales à la consommation de certains produits (en valeur absolue ou par rapport à d'autres produits pénalisés), sur les réglementations concernant les marchés publics qui donnaient la préférence aux produits respectant des normes environnementales volontaires et sur les programmes non gouvernementaux en faveur des produits ne portant pas atteinte à l'environnement. Ces points d'information pourraient aussi donner des renseignements sur l'assistance technique aux pays en développement. La suggestion de Hong Kong devait être développée pour que l'on puisse déterminer si sa mise en application nécessiterait de nouvelles disciplines.

25. Le représentant de l'Australie a déclaré que la transparence serait abordée lors de l'examen, par ce Comité et le Comité des obstacles techniques au commerce, de l'applicabilité de l'Accord OTC à l'éco-étiquetage. On pouvait examiner d'autres mesures environnementales, y compris les prescriptions relatives à l'emballage et à la manutention des déchets, afin de déterminer si, et jusqu'à quel point, elles étaient visées par les dispositions de l'OMC en matière de transparence. Malgré les avis favorables aux points d'information sur l'environnement, l'intervenant s'est déclaré préoccupé par le précédent que constituerait l'établissement d'un mécanisme qui viserait l'objectif d'une mesure et non ses caractéristiques. Il fallait voir plus clairement quelles mesures suscitaient des préoccupations et n'étaient pas visées par les Accords OTC et SPS. L'attention devait porter principalement sur le respect des dispositions actuelles plutôt que sur l'élaboration de nouveaux mécanismes. Lorsque les travaux sur l'éco-étiquetage auraient avancé et compte tenu de la tâche accomplie par le Groupe de travail des procédures de notification, on pourrait évaluer l'adéquation des dispositions actuelles de l'OMC.

26. Le Président a dit que la question était de savoir s'il était justifié d'établir des points d'information sur l'environnement pour des domaines qui n'étaient pas visés par des Accords de l'OMC. Plusieurs délégations considéraient qu'il existait des lacunes concernant la transparence et que des points d'information sur l'environnement étaient nécessaires en la matière. D'autres délégations avaient estimé qu'il fallait éviter toute prolifération des points d'information ou des mécanismes additionnels de transparence. Les Etats-Unis avaient mentionné à ce propos des raisons budgétaires, alors que d'autres pays avaient indiqué qu'il fallait éviter de créer des charges administratives supplémentaires. Le Président a proposé que le Secrétariat réexamine la liste des lacunes possibles des dispositions en matière de

transparence figurant dans le document WT/CTE/W/5. Comme Hong Kong et le Brésil l'avaient noté, cette liste, établie en février 1993, comprenait un certain nombre d'éléments qui avaient été résolus dans le cadre du Cycle d'Uruguay et n'en contenait pas d'autres qui étaient apparus au cours des débats du Comité. La réunion conjointe de février 1996 avec le Comité OTC permettrait au Comité d'examiner ces questions au titre du point 3, en particulier les questions liées à l'éco-étiquetage, comme les procédés et méthodes de production non liés aux produits, les normes de recyclage et les prescriptions en matière de manutention des déchets.

27. Le représentant du Mexique a appuyé la proposition du Président concernant le réexamen de la liste des lacunes possibles. Il craignait toutefois que cela suppose que l'on interprète l'applicabilité de certains Accords de l'OMC aux mesures environnementales, en particulier l'éco-étiquetage. Une liste des lacunes pouvait seulement servir de base au débat car, même si aucune lacune n'était décelée en ce qui concerne le champ d'application, cela n'était peut-être pas suffisant du point de vue de la transparence. Pour ce qui était des prescriptions en matière de manutention, aussi longtemps que des mesures étaient appliquées en tant que règlements techniques ou de normes, il n'y avait pas de lacunes.

28. Le représentant de l'Argentine a dit que le réexamen des lacunes possibles devrait se faire après la réunion de février 1996, lorsque l'on aurait établi si l'Accord OTC couvrait toutes les questions relevant du point 3 ou si des disciplines additionnelles étaient nécessaires. Si ces mesures étaient couvertes par les disciplines actuelles, il faudrait déterminer si une transparence additionnelle était nécessaire.

29. Il a été convenu que le Secrétariat réviserait la liste des lacunes possibles des dispositions en matière de transparence qui figurait dans le document WT/CTE/W/5 pour la réunion de mai 1996.

Point 7

Question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur

30. La représentante de l'Egypte, s'exprimant au nom du Groupe africain, a présenté la proposition du Nigéria concernant les produits interdits sur le marché intérieur (WT/CTE/W/14). Elle a déclaré que les travaux à ce sujet s'étaient poursuivis depuis le projet de Décision de 1991 relative aux produits interdits ou strictement réglementés sur le marché intérieur. Le temps était venu d'agir et il fallait procéder à des consultations informelles pour préparer le terrain en vue d'une décision consensuelle sur cette question à Singapour. L'intervenante a indiqué qu'il y avait lieu d'examiner la question des produits interdits sur le marché intérieur dans le cadre de l'OMC pour les raisons suivantes: i) il n'existait pas d'accord international, mis à part le projet de Décision de 1991, traitant des produits de consommation interdits sur le marché intérieur; ii) l'OMC était un mécanisme de droits et d'obligations à large participation et en mesure d'imposer des obligations contraignantes à la fois aux pays exportateurs et aux pays importateurs; iii) l'OMC devait combler les lacunes des mécanismes internationaux existants. Les travaux du Comité pouvaient s'inspirer des expériences antérieures, notamment si celles-ci avaient acquis une légitimité internationale et si la participation était large et diverse d'un point de vue géographique. A ce stade, l'objectif du Groupe africain n'était pas d'établir un accord ou une convention, mais de convenir de règles et disciplines de l'OMC définies au plan multilatéral au sujet du commerce des produits interdits sur le marché intérieur. Fondées sur les travaux du GATT dans ce domaine, ces disciplines devraient être compatibles avec l'OMC, c'est-à-dire ne pas être discriminatoires, avoir le moins d'effets restrictifs sur le commerce et viser essentiellement à accroître la transparence, sans conduire à l'application extraterritoriale de mesures nationales, et s'appliquer à l'exportation des produits dont la vente était interdite ou sévèrement réglementée sur le marché intérieur. Une attention particulière devait être prêtée aux produits pharmaceutiques, aux biens de consommation, aux produits chimiques, aux cosmétiques et aux produits alimentaires. L'OMC pouvait couvrir: i) les produits dont la vente était interdite sur le marché intérieur parce que l'autorisation de vente n'avait pas été obtenue ou était arrivée à expiration (par exemple, produits pharmaceutiques et produits agricoles transformés); et ii) les installations et biens d'équipement dont le pays exportateur n'autorisait l'utilisation dans les processus de fabrication que sous réserve de règles de sécurité strictes en raison du risque qu'ils présentaient pour la santé et la sécurité publiques. Pour éviter tout chevauchement,

il fallait distinguer les catégories de produits et déterminer leurs régimes juridiques. La question des produits visés devrait être étudiée avec le concours d'autres organismes compétents, dont on déciderait par consensus, par exemple l'OMS, la FAO, la CNUCED ou le PNUE. Il importait, pour déterminer le champ d'application et l'adéquation des instruments actuels, de prendre en considération les travaux empiriques effectués par la CNUCED au sujet des produits interdits sur le marché intérieur.

31. Les disciplines relatives aux produits interdits sur le marché intérieur devaient au moins viser à assurer la transparence au moyen d'un système de notification, avec des lignes directrices claires et des obligations contraignantes, y compris une couverture totale en matière d'indemnisation et de responsabilité, ainsi que des mesures transitoires spécifiques pour les produits exportés interdits ou strictement réglementés sur le marché intérieur et dont l'exportation n'avait fait l'objet d'aucune mesure équivalente. Il fallait au moins examiner si les pays exportateurs devaient étendre aux exportations les mesures qu'ils appliquaient sur le marché intérieur. C'est pourquoi il importait de disposer de procédures et de lignes directrices pour notifier la législation interne qui interdisait ou réglementait un produit, indiquant les raisons pour lesquelles ce produit représentait un danger pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux. Par ailleurs, les pays exportateurs devaient établir des points d'information pour fournir, sur demande, des renseignements sur les produits notifiés. Une assistance technique aiderait les pays en développement à renforcer leurs capacités d'évaluation des risques et leur permettrait de prendre des décisions en connaissance de cause au sujet de leurs importations et de mettre en place au plan national des moyens de contrôle du commerce des produits interdits sur le marché intérieur. Les pays importateurs devaient être en mesure de prendre des décisions fondées sur des informations claires quant aux raisons de l'interdiction ou de la réglementation stricte frappant certains produits sur le marché intérieur et à leur incidence sur les générations présente et futures. L'OMC ne devait pas être seule responsable de l'assistance technique. L'intervenante a proposé la création d'un fonds d'affectation spéciale ou le recours aux ressources du PNUD ou à des ressources extrabudgétaires, étant donné que des ressources financières supplémentaires étaient nécessaires en plus d'une assistance technique. L'OMC devait coopérer avec d'autres organisations pour élaborer un programme visant à développer des moyens nationaux de contrôler dans les pays en développement le commerce des produits interdits sur le marché intérieur. Le Conseil du commerce des marchandises pourrait être chargé de surveiller et d'examiner toute décision relative à ces produits.

32. Le représentant des Etats-Unis a accueilli favorablement la proposition du Nigéria, estimant qu'il était utile que les Membres communiquent au Comité leurs idées et indiquent les problèmes perçus et les solutions possibles. Dans sa proposition, le Nigéria suggérait qu'un accord relatif aux produits interdits sur le marché intérieur s'applique, entre autres, aux produits chimiques et aux déchets dangereux, ce qui semblait contradictoire car ces substances étaient visées par les Directives de Londres (et les négociations en cours au sujet d'une convention contraignante sur le consentement préalable donné en connaissance de cause, dite Convention PIC) et la Convention de Bâle et les travaux ne devaient pas entraîner un chevauchement avec les domaines couverts par d'autres instruments internationaux. Des travaux étaient aussi en cours concernant les produits de consommation et les produits pharmaceutiques périmés. Le renforcement des capacités était certes important, mais les Etats-Unis s'inquiétaient de la portée de l'assistance technique, car cette question ne relevait pas de la compétence de l'OMC et était couverte par des accords connexes, comme les Directives de Londres et la Convention de Bâle, qui disposaient de la compétence et des connaissances techniques nécessaires. De plus, il était prématuré d'examiner des aspects institutionnels et, par exemple, d'inviter le Conseil du commerce des marchandises à surveiller et à examiner la mise en application d'un accord concernant les produits interdits sur le marché intérieur. Bien que l'Egypte ait donné une réponse partielle, l'intervenant a demandé des éclaircissements supplémentaires sur ce que l'on voulait dire en indiquant qu'un accord devrait "au moins" améliorer la transparence grâce à un système de notification, afin de comprendre quelles disciplines on cherchait à établir. Il a aussi demandé des éclaircissements sur les raisons pour lesquelles il fallait un instrument dont le champ d'application serait plus étendu que celui des dispositions actuelles de l'OMC ou d'autres instances. Par exemple, bon nombre de restrictions concernant les biens de consommation qui étaient des règlements techniques étaient visées par l'Accord OTC et les restrictions relatives aux produits alimentaires pouvaient relever des Accords OTC ou SPS. Toujours à propos de l'intervention de la représentante de l'Egypte, l'intervenant

a demandé ce que l'on entendait par indemnisation, responsabilité et mesures transitoires dans l'accord proposé. S'il devait s'agir d'un instrument de transparence incluant la notification, il a demandé si une indemnisation serait requise, et sur quelle base, au cas où un pays ne procéderait pas à une notification.

33. Le représentant du Japon a dit que la proposition du Nigéria constituait une ligne directrice pour la suite des travaux concernant les produits interdits sur le marché intérieur. Pour surmonter les difficultés que posait le contrôle de ces produits, et qui résultaient principalement du manque d'informations et de connaissances techniques, les pays en développement devaient coopérer avec les exportateurs de produits interdits sur le marché intérieur et élaborer un mécanisme de notification efficace. Pour que l'assistance technique soit appropriée, il fallait des renseignements sur les problèmes rencontrés par les importateurs de ce type de produits ainsi que sur les obstacles à l'établissement de systèmes de notification. Le rôle de l'OMC devait être de combler toute lacune concernant l'applicabilité à ces produits des AEM existants en la matière, tels que la Convention de Bâle, le Protocole de Montréal et les Directives de Londres, de manière à renforcer leurs travaux et à éviter les doubles emplois. Lorsque cela aurait été fait, le Comité pourrait, si nécessaire, envisager une réforme des procédures de notification de l'OMC. Il conviendrait de réexaminer la définition des produits interdits sur le marché intérieur donnée dans le projet de Décision de 1991, car ces produits pouvaient poser d'autres problèmes; ainsi, un véhicule d'occasion qui ne satisfaisait pas à une nouvelle réglementation intérieure en matière d'émission de gaz n'avait pas été classé comme produit interdit sur le marché intérieur dans le projet de Décision de 1991, mais il pouvait avoir un effet négatif sur l'environnement et la sécurité dans le pays importateur. Si un accord était établi à propos des produits interdits sur le marché intérieur, il convenait de prêter attention aux débats relatifs au point 1 et de veiller à assurer la compatibilité avec les règles de l'OMC. Si un pays importateur adoptait une mesure limitant les échanges concernant un produit interdit sur le marché intérieur afin de protéger la vie des animaux ou préserver les végétaux sur son territoire, il pouvait la justifier en invoquant l'article XX b) du GATT. Toutefois, on devait se demander si les pays pouvaient adopter des mesures destinées à restreindre leurs exportations de produits interdits sur le marché intérieur pour protéger l'environnement hors de leur territoire. Il fallait examiner s'il était approprié de prendre des mesures non couvertes par l'article XX du GATT.

34. Le représentant de la Corée a déclaré qu'on pouvait déceler un certain nombre d'opinions convergentes sur le sujet: i) l'OMC devait compléter les mécanismes actuels existant dans d'autres cadres et éviter les doubles emplois; ii) les disciplines relatives au commerce des produits interdits sur le marché intérieur devaient être non discriminatoires et avoir le moins d'effets restrictifs sur le commerce et ne devaient pas permettre l'application extraterritoriale des mesures nationales du pays exportateur; iii) les disciplines de l'OMC devaient accroître la transparence grâce à un système de notification; et iv) une assistance technique devait être fournie pour renforcer les capacités des pays importateurs. La tâche primordiale consistait à définir les produits visés, y compris la contribution des organisations pertinentes et le rôle de l'OMC pour ce qui concerne les lacunes possibles. La plupart des produits interdits sur le marché intérieur, comme les produits chimiques toxiques, les déchets dangereux et les produits pharmaceutiques, étaient déjà contrôlés par d'autres instruments internationaux. La Corée préférait un champ d'application plus strict, afin d'éviter les conflits inutiles et de renforcer les disciplines de l'OMC, compte tenu i) de la portée des mécanismes existants pour les déchets dangereux, les produits chimiques toxiques et les marchandises dangereuses, qui n'étaient pas définis de manière précise et pour lesquels la réglementation du commerce posait des problèmes pratiques et techniques. Dans la Convention de Bâle, les Parties avaient le droit de définir les déchets dangereux, et la liste des déchets réglementés n'avait pas été entièrement codifiée dans le cadre du Système harmonisé. Le Groupe de travail technique de la Convention de Bâle se fondait sur des critères *de minimis* pour définir les caractéristiques dangereuses; ii) les instruments internationaux connexes n'étaient pas toujours juridiquement contraignants, certains étant conçus comme des principes directeurs ou des codes de conduite. Malgré les imperfections du projet de Décision de 1991, la Corée ne s'opposerait pas à ce qu'on l'utilise comme base de discussion si un consensus se dégagait à ce sujet. Toutefois, il faudrait mettre l'accent sur le contenu du projet de Décision et non pas sur les modalités, par exemple sur le point de savoir s'il devait prendre la forme d'une décision. Etant donné le volume de travail qui était nécessaire pour parvenir à un accord, la Corée ne pensait pas que le Comité serait en mesure de présenter des résultats pour Singapour.

35. Le représentant des Communautés européennes a remercié les délégations du Nigéria et de l'Egypte (au nom du Groupe africain) de leur proposition, qui permettait de mieux définir les objectifs pour Singapour. Le rôle de l'OMC devait être de combler les éventuelles lacunes en faisant office de *filet de sécurité*, ce que sa délégation avait proposé en février 1995. L'intervenant a déclaré que la proposition du Nigéria constituait une étape en vue de la définition du champ d'application. S'agissant de l'applicabilité d'un accord aux produits qui ne relevaient pas de la compétence de l'OMC, à savoir les cosmétiques, les additifs alimentaires et les biens de consommation, et n'avaient pas nécessairement d'effet sur l'environnement, il convenait de donner une indication des pratiques auxquelles les pays importateurs devaient faire face. Pour progresser, il fallait tenir compte des lacunes des instruments internationaux, du champ d'application de la Convention PIC et des travaux réalisés au sujet des points 1 et 4. La Commission européenne avait l'intention d'organiser, en 1996, des séminaires sur les risques possibles que présentaient les substances et les produits chimiques toxiques et de fournir une aide financière à l'UNITAR pour ses travaux sur la définition de l'évaluation des risques des substances dangereuses dans les pays en développement. L'intervenant a aussi noté qu'un rapport relatif à la Conférence de juillet 1995 sur les déchets dangereux pouvait être obtenu auprès du Secrétariat. Il partageait les doutes exprimés par les Etats-Unis au sujet de l'indemnisation et de la responsabilité dans le contexte des produits interdits sur le marché intérieur.

36. Le représentant du Maroc a indiqué que le document WT/CTE/W/6 donnait une liste exhaustive des instruments nationaux relatifs au commerce des produits interdits sur le marché intérieur. Il a souscrit à la déclaration faite par l'Egypte, au nom du Groupe africain, et a estimé que le projet de Décision de 1991 devait être révisé à la lumière de l'évolution internationale dans ce domaine et ne devait pas être en contradiction avec les règles de l'OMC en matière de non-discrimination. Les instruments juridiques internationaux concernant les produits interdits sur le marché intérieur devaient être harmonisés, et les dispositions de l'OMC, en particulier l'article XX b), l'Accord sur les ADPIC et l'Accord SPS, ne devaient pas être séparés d'autres accords tels que la Convention de Bâle, le Protocole de Montréal et la Convention sur la diversité biologique. A cet égard, l'intervenant a rappelé les Décisions II/12 et III/1 de la Convention de Bâle, qui interdisaient l'exportation de déchets dangereux en provenance de pays de l'OCDE vers des pays n'appartenant pas à l'OCDE et a rappelé qu'un Groupe d'experts *ad hoc* redéfinissait actuellement la liste de ces déchets. De plus, il avait été décidé, dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, de rédiger, d'ici 1998, un protocole de prévention des risques biotechnologiques concernant le transfert et l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés et d'organiser une réunion technique en vue de déceler et d'harmoniser les points communs à la Convention sur la diversité biologique et à d'autres accords pertinents. Les pays qui exportaient des produits interdits sur le marché intérieur devaient respecter la notion de consentement préalable donné en connaissance de cause et tenir compte des préoccupations des pays en développement, conformément au chapitre 19 du programme Action 21.

37. Le représentant de l'Inde s'est référé à ses précédentes déclarations sur le sujet et a souscrit aux observations faites par l'Egypte au nom du Groupe africain. Les travaux concernant les produits interdits sur le marché intérieur ne devaient pas faire double emploi avec les activités réalisées dans d'autres instances, qui pouvaient être utilisées comme contribution, notamment au sujet des produits visés. Les débats concernant le champ d'application et les règles et disciplines relatives au commerce des produits interdits sur le marché intérieur devaient être fondés sur le projet de Décision de 1991.

38. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que le processus d'identification des lacunes en matière de transparence devait se poursuivre. La proposition du Nigéria reprenait l'idée que les disciplines relatives aux produits interdits sur le marché intérieur devaient compléter les instruments internationaux pertinents et les procédures de notification qu'ils contenaient, ainsi que les propositions d'amendement les concernant et les instruments futurs envisagés, comme la Convention PIC. Si des lacunes étaient identifiées, il faudrait alors déterminer si la question relevait de la compétence du Comité. Etant donné que le Secrétariat n'avait pas la compétence technique nécessaire pour identifier les lacunes, l'intervenant a souscrit à l'observation de l'Egypte selon laquelle l'OMS, la CNUCED et les autres organisations compétentes devaient participer à la définition des produits visés. La Nouvelle-Zélande appuyait la

proposition du Nigéria, à savoir que les disciplines relatives aux produits interdits sur le marché intérieur devaient être non discriminatoires, devaient restreindre le moins possible les échanges et devaient accroître la transparence, sans conduire à l'application extraterritoriale de mesures nationales. L'intervenant a demandé des éclaircissements sur la façon dont l'aspect extraterritorial affecterait les disciplines envisagées et sur ce que l'on voulait dire en précisant que les disciplines de l'OMC devaient "au moins" tendre à accroître la transparence. Il déduisait de l'intervention de l'Égypte que le pays importateur devait déterminer quels produits il importait sur la base de ce qu'il savait quant à leur interdiction éventuelle dans le pays exportateur. L'intervenant a demandé ce qu'il fallait en plus de la transparence pour que les pays puissent prendre des décisions en connaissance de cause.

39. Le représentant du Mexique a déclaré que la proposition du Nigéria constituait une étape dans la définition de l'action ultérieure possible de l'OMC, par exemple en matière de notification et d'assistance technique en ce qui concerne les produits interdits sur le marché intérieur. La première étape consistait à clarifier ce que l'on entendait par produits interdits sur le marché intérieur. Le Comité avait pris en considération les renseignements relatifs aux Directives de Londres et à la Convention de Bâle, mais il convenait d'étudier les travaux d'autres instances au sujet desquels on manquait d'informations (c'est-à-dire à propos des produits pharmaceutiques et des biens de consommation).

40. Le représentant de Cuba a appuyé la proposition du Nigéria, présentée par le Groupe africain, et déclaré qu'elle devait servir de point de départ pour la suite des travaux.

41. La représentante du Canada a rappelé la position que sa délégation avait exposée à la réunion de février 1995. Le Canada considérait que la question des produits interdits sur le marché intérieur pourrait perdre de son importance. La Convention de Bâle, les Directives de Londres et les négociations de 1996 visant à élaborer un instrument juridiquement contraignant pour l'application des procédures de consentement préalable donné en connaissance de cause (PIC) aux produits chimiques interdits ou sévèrement réglementés étaient des faits nouveaux intervenus depuis que la question des produits interdits sur le marché intérieur avait été examinée au GATT en 1991. Le Canada avait étudié la proposition du Nigéria en la matière et était sensible à son souci de protéger la santé publique et l'environnement. D'ailleurs, le Canada n'autorisait pas l'exportation de produits chimiques dont l'usage était interdit sur son marché intérieur pour des raisons environnementales ou sanitaires. L'intervenante s'est déclarée favorable à la poursuite des travaux analytiques menés par la CNUCED au sujet des lacunes possibles concernant les produits visés, comme cela avait été proposé en novembre 1995 à la réunion du Groupe de travail spécial du commerce, de l'environnement et du développement de la CNUCED car cela serait une contribution aux débats du Comité. Le Canada estimait qu'il était préférable d'aider les pays en développement à se doter de procédures internes d'inspection et de contrôle efficaces plutôt que d'élaborer de nouvelles disciplines dans le cadre de l'OMC. Étant donné que le respect adéquat des normes et règlements techniques nationaux jouait un grand rôle dans la question des produits interdits sur le marché intérieur, un accroissement de l'assistance technique pouvait constituer une solution. Toutefois, l'assistance fournie aux administrations nationales ne devait pas servir à promouvoir des mesures restrictives pour le commerce.

42. Toute décision relative aux produits interdits sur le marché intérieur devait viser le commerce entre pays en développement, de même que le commerce entre pays développés, lorsque des prescriptions réglementaires, associées à des considérations en matière de responsabilité, pouvaient empêcher la vente de produits sur le marché intérieur. Comme les sociétés fabriquaient des produits répondant à des normes nationales différentes, les exportations s'effectuaient conformément aux prescriptions du marché d'exportation. Ainsi, les constructeurs d'automobiles canadiens produisaient des véhicules correspondant aux spécifications du Canada et à celles des États-Unis. Or, certaines normes canadiennes étaient plus rigoureuses que celles des États-Unis, concernant par exemple les dispositifs de retenue pour enfants, l'éclairage des véhicules en plein jour et les pare-chocs. Les coussins gonflables étaient obligatoires aux États-Unis, alors qu'ils ne l'étaient pas au Canada, où les ceintures de sécurité étaient davantage utilisées. Malgré la plus grande rigueur des normes des États-Unis en matière d'émissions, l'industrie automobile était intégrée et le Canada n'avait pas de réglementation imposant que tel produit conforme à telle norme soit produit en tel endroit. Il appartenait aux constructeurs de respecter les normes en vigueur dans le pays où

les produits étaient vendus, et ce n'était pas aux pouvoirs publics d'imposer, par une démarche extraterritoriale, les normes d'un autre pays. Par ailleurs, l'intervenante a signalé qu'un système de notification pouvait entraîner une charge administrative. Les cosmétiques, les produits alimentaires et les produits pharmaceutiques n'entrant pas aisément dans la catégorie des produits interdits sur le marché intérieur et ne présentant pas, en soi, un risque pour l'environnement, il fallait peut-être renvoyer ces questions à d'autres instances ayant un mandat plus clair dans ce domaine. Le Canada partageait les préoccupations exprimées par les États-Unis et les Communautés européennes au sujet de l'indemnisation et de la responsabilité.

43. Le représentant de la Suisse a dit que sa délégation était sensible aux préoccupations exprimées dans la proposition du Nigéria. Elle partageait l'opinion selon laquelle les travaux de l'OMC dans ce domaine devaient se limiter à combler les lacunes des systèmes de notification existants. Il fallait d'abord identifier ces lacunes et, pour cela, il serait utile que les pays importateurs informent le Comité des problèmes concrets qu'ils rencontraient en la matière. L'intervenant souhaitait également avoir davantage d'éclaircissements sur d'autres points de la proposition.

44. Le représentant de la Norvège a déclaré qu'il fallait recenser les lacunes du champ d'application des AEM et de l'OMC afin d'arriver à des conclusions de fond dans le domaine des produits interdits sur le marché intérieur. L'intervenant a appuyé la déclaration du Canada selon laquelle les lacunes possibles diminuaient à mesure qu'on élaborait des instruments relatifs à ces produits et que davantage de pays y adhéraient. Le rôle des AEM devait être renforcé. L'intervenant a relevé que la proposition du Nigéria mentionnait des catégories de produits interdits sur le marché intérieur qui n'étaient pas liés à l'environnement, tels que les produits pharmaceutiques, les biens de consommation, les cosmétiques et les produits alimentaires. Le traitement des produits interdits sur le marché intérieur était aussi lié à la capacité des pays importateurs de contrôler efficacement les importations de produits dangereux conformément aux règles commerciales en vigueur. Comme le Japon l'avait mentionné, ces mesures commerciales étaient justifiées au titre de l'article XX. L'intervenant a déclaré que l'assistance technique de l'OMC pouvait contribuer à résoudre la question des produits interdits sur le marché intérieur.

45. Le représentant de Hong Kong a déclaré qu'il fallait clarifier la question des produits visés avant d'élaborer d'éventuelles disciplines relatives aux produits interdits sur le marché intérieur; il croyait comprendre que les réexportations n'avaient pas été incluses dans la proposition du Nigéria.

46. Le représentant de la Malaisie, au nom de l'ANASE, a apporté son soutien à la proposition du Nigéria et à la déclaration de l'Égypte, au nom du Groupe africain, et a déclaré qu'il fallait éviter toute duplication des instruments internationaux connexes, que l'aspect extraterritorial ne devait pas devenir un moyen de protectionnisme et qu'il fallait étudier la question de l'assistance technique

47. La représentante de l'Égypte s'est référée aux observations faites au sujet de la proposition du Nigéria et des travaux ultérieurs concernant les produits interdits sur le marché intérieur. Selon elle, la compétence de l'OMC s'étendait au domaine des produits interdits sur le marché intérieur. En réponse à l'observation des Communautés européennes selon laquelle il s'agissait là d'une question importante pour Singapour, l'intervenante a déclaré que tel était bien le dessein de la proposition nigériane, qui pouvait être renforcée ou affaiblie selon les nouvelles informations qui seraient obtenues. Le Groupe africain avait une position souple pour ce qui était de la base des travaux ultérieurs, qui pouvait être, si nécessaire, le projet de Décision de 1991. Une approche par étapes était préférable. En ce qui concerne les produits interdits sur le marché intérieur, un objectif de Singapour était d'identifier les procédures de notification actuelles ainsi que les lacunes possibles de leur champ d'application. Si le Groupe africain souhaitait parvenir à un large accord au sujet des produits interdits sur le marché intérieur incluant une certaine indemnisation et responsabilité, cela n'était pas lié à la notification et à la transparence et pouvait être abordé en dehors de l'OMC. En réponse à la question de la Nouvelle-Zélande sur ce que l'on voulait obtenir en plus de l'information, l'intervenante a déclaré qu'il était nécessaire de renforcer les capacités des pays en développement en matière de contrôle des produits interdits sur le marché intérieur, par exemple par la formation d'agents des douanes, ainsi que par l'information et un financement additionnel, et de nouvelles disciplines de l'OMC.

48. L'observateur de la CNUCED a déclaré que des exemplaires du rapport de la réunion que le Groupe de travail spécial d'experts du commerce, de l'environnement et du développement de la CNUCED avait tenue en novembre 1995, et au cours de laquelle le Canada avait demandé que l'on examine le champ d'application des instruments relatifs aux produits interdits sur le marché intérieur, étaient disponibles.

49. Le Président a déclaré que la question des produits interdits sur le marché intérieur évoluait rapidement dans le cadre du système multilatéral avec la négociation de nouveaux instruments internationaux, ce qui limitait le champ de l'examen de l'OMC concernant les produits visés. Bien que cela ne signifie pas que la question ne devait plus retenir l'attention, le Comité devrait définir le champ des produits pour lesquels existaient des lacunes possibles. Il avait été fait mention de catégories de produits qui allaient plus loin que celles qui avaient une incidence sur l'environnement et qui, par conséquent, ne relevaient pas du mandat du Comité. En ce sens, il faudrait déterminer si les débats devaient aussi porter sur ces produits. Plusieurs délégations avaient insisté sur la nécessité de fournir une assistance technique aux pays qui décidaient de restreindre leurs importations de produits interdits sur le marché intérieur et le Secrétariat pourrait être invité à canaliser cette assistance. Sur la base de la proposition du Nigéria, les travaux relatifs aux produits interdits sur le marché intérieur pourraient commencer lorsque le point 7 serait de nouveau examiné en février 1996.

Point 3

Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et: a) les impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement; b) les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage

50. Le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'il devait y avoir une complète transparence, ce qui supposait le respect de la série d'obligations énoncées dans l'Accord OTC concernant les avis et les observations, au sujet des points suivants: i) conception des programmes d'éco-étiquetage, fondement législatif ou réglementaire et procédures relatives aux contributions des parties intéressées; ii) sélection des produits pour lesquels l'éco-étiquetage était envisagé; iii) évaluations du cycle de vie utilisées pour élaborer des critères; iv) critères projetés pour des groupes de produits nouveaux ou modifiés; et v) documentation concernant le mode d'application des critères.

51. Le représentant de Hong Kong a indiqué que la déclaration qu'il avait faite au sujet du point 4 s'appliquait aussi aux points 1 et 3.